

La longue-vue



L'édito

La France a Peur !

Peur du COVID, peur du chômage, peur de l'insécurité, peur du terrorisme... Distillées par les chaînes d'infos, nous vivons dans la peur et l'incertitude sanitaire. Polémiques orchestrées avec des spécialistes de tout et de rien qui nous expliquent tout et son contraire. L'important est d'avoir peur. Comme cela ne suffit pas, le funeste DARMANIN déclare le 7 septembre « *La France est malade de son insécurité* », la France serait devenue un immense coupe-gorge ! Grâce à la peur, le gouvernement peut régulièrement prendre des mesures d'exceptions dans le domaine des libertés, mais aussi du droit du travail. Pendant que l'on a peur, il tente de faire oublier qu'il trouve des milliards d'euros « magiques » qui vont très majoritairement être versés aux grandes entreprises. Dans son rapport 2007, Amnesty international analysait l'utilisation du sentiment d'insécurité utilisé par de nombreux gouvernements : « *La politique de la peur crée une situation où les atteintes aux droits humains se multiplient, où aucun droit n'est sacré et où plus personne n'est en sécurité.* »

Alors avec la CGT et tous ceux prêt à relever la tête, sortons de cette peur qui paralyse et portons haut et fort les revendications de ceux qui travaillent, les derniers de cordée mais les premiers de corvées ! ●

Contact: CGT Var Finances publiques, Hôtel des Finances, place Noel BLACHE, 83000 TOULON.
Tel: 04.94.22.82.65
mail: cgt.ddfip83@dgifp.finances.gouv.fr
Site : www.financespubliques.cgt.fr/83/



ALORS C'EST ÇA, LE "PROGRÈS" ?!



L'action ne sert à rien !

C'est ce que pensent beaucoup d'agents et pourtant nous sortons d'une lutte qui a duré plusieurs mois pour défendre nos retraites et combattre la retraite par points.

Avons-nous perdu ? La réforme n'est pas passée.

Est-ce seulement grâce au COVID ?

Début juillet 2020, le nouveau premier Ministre Jean CASTEX, comme Emmanuel MACRON, annonce vouloir relancer la réforme. Le 17 juillet, volte face, CASTEX annonce repousser les négociations à plus tard.

Pourquoi, la CFDT (qui soutient la retraite par points) et le MEDEF ne veulent pas soutenir le gouvernement ?

« *On a clairement dit au Premier Ministre que la question des retraites ne devait pas venir polluer la question de la relance* » Laurent Berger CFDT

« *Se précipiter cet été pour négocier la réforme des retraites ne me paraît pas être la bonne stratégie (...) le calendrier n'est pas le bon* » Geoffroy Roux de Bézieux MEDEF

Qui peut penser que les grèves et actions contre la réforme n'ont pas peser sur ce choix ?

Alors oui la lutte paie mais c'est difficile et cela coûte.

La CGT Finances Publiques Var tient à remercier toutes celles et ceux qui ont participé aux actions de grève et de manifestation mais aussi à ceux qui ont permis la solidarité financière pour les grévistes.

OUI la lutte et la solidarité existent toujours aux Finances Publiques malgré les tentatives pour nous diviser. ●





Covid 19 où la révélation de l'état du système de santé français

Nous sommes tous en danger à cause des politiques de santé publique !

(les chiffres cités dans cet article sont les chiffres officiels issus de Santé Publique France)

Nombre de médecins tirent la sonnette d'alarme sur une saturation possible des services de réanimations, c'est le cas dans la région PACA pour la ville de Marseille.

Pourquoi les services seraient-ils saturés ? Les cas de COVID19 explosent-ils ?

Dans les Bouches du Rhône (13), ce 28 septembre, 122 patients COVID19 étaient en réanimation. Le 13 comprend en tout et pour tout 309 lits de réanimation pour une population dépassant les 2 millions d'habitants. Ces lits de réanimations sont prévus pour faire face à toutes les situations graves ou demandant une surveillance particulière (opération, accident de la route,...)

Les médecins des hôpitaux ont donc raison de tirer la sonnette d'alarme : 122/309 lits déjà occupés par les patients COVID19, si une épidémie de grippe arrive d'ici quelques semaines, il sera à nouveau impossible de faire face à l'afflux de patient !

Petit rappel, la grippe a provoqué de 10 000 à 15 000 décès par an durant les 5 dernières années.

Les faits sont là ! 309 lits de réanimation dans les Bouches du Rhône, c'est totalement insuffisant et ce, même en temps normal et cela ne permet pas de faire face à une épidémie, quelle que soit sa nature...

Les chiffres officiels sont têtus. De 2003 à 2017, 69 000 lits d'hospitalisation ont été supprimés en France par les gouvernements successifs. MACRON poursuit la destruction des hôpitaux publics, - 4 172 lits en 2018, - 3 408 lits en 2019. Evidemment les suppressions de lits s'accompagnent de suppressions de postes.

Ce sont donc des décisions politiques qui conduisent aujourd'hui notre pays à ne pas pouvoir faire face à une crise sanitaire. Plus grave, le gouvernement, afin de masquer cette situation dramatique, continue les gesticulations et annonces pour faire croire aux français qu'il cherche à les protéger.

Le scandale des tests !

C'est dans cet optique qu'il a lancé le dépistage de masse par des tests, en invitant tout le monde à le faire. En face, aucune organisation, aucune anticipation ... conséquence: des attentes interminables pour se faire tester et des délais pour obtenir les résultats qui s'allongent et qui rendent les dépistages inutiles.

A Toulon, les chalets installés place de la Liberté par un grand groupe de Laboratoire et financés par les contribuables sont incapables de rendre des résultats en moins de 15 jours !!!!

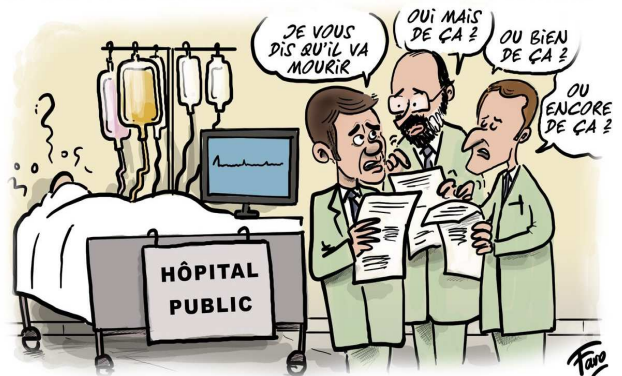
Le Syndicat Des Biologistes soulignait début septembre que " le gouvernement français ne semble pas en mesure de peser suffisamment dans la compétition mondiale qui se joue entre pays sur ces sujets d'approvisionnement". "Hormis quelques groupes ou laboratoires qui ont réussi et pu constituer des stocks suffisamment importants de réactifs, les autres sont mis sous tension par l'allongement des délais de livraison. Nous en sommes aujourd'hui à près de quatre semaines".

Alors que l'épidémie a débuté depuis 7 mois, on s'aperçoit que le gouvernement n'a rien fait et que contrairement à de nombreux pays la France est à la ramasse.

Cela rappelle le scandale des masques, en mars nous n'avions pas de masque, pas de gel hydro alcoolique et quasi plus de doliprane car la France n'en fabriquait plus :

« Il ne sert à rien de porter des masques dans la rue » : Jérôme Salomon, Directeur général de la santé, 18 mars 2020.

Olivier VERAN le 21 mars 2020 : « en population générale, une personne qui marche dans la rue pour aller faire ses courses n'a pas besoin de porter un masque, parce que le virus se transmet essentiellement suite page 3=>





(suite de la page 2)

par les mains et il faut rester plus de 15 minutes à moins d'un mètre d'une personne contagieuse pour que le risque de transmission par la bouche se développe. »

En septembre 2020 VERAN et SALOMON sont toujours en responsabilité pour la santé.

Mieux les seules mesures qu'ils arrivent à pondre: la fermeture des bars, des restaurants et des salles de sports... alors que les clusters sont les entreprises (en tête avec 26%) suivis des Ecoles et Universités (16%).

L'urgence sanitaire, c'est le recrutement en nombre de personnels soignants et la création de lits d'hospitalisation ainsi que des moyens en matière d'équipement.

Alors que la France a su dégager en 2020 460 milliards d'Euros (intégrant les prêts et garanties financières) pour soutenir les entreprises (surtout les grands groupes), il faudrait continuer à avoir un service de santé publique complètement dégradé ?

C'est inacceptable et la CGT va poursuivre la bataille de reconquête du droit à la santé.

Il ne faut pas se contenter d'applaudir quand on a peur, il faut maintenant agir pour gagner ! ●

Primes COVID : la prime de la division

La France a été brutalement confinée le 17 mars. L'absence totale d'autres moyens de protection (masque, gel, ...) ne laissait apparemment d'autre choix au gouvernement que cette mesure dont les dégâts sociaux et économiques devront être jugés dans les mois et années qui viennent. La situation des uns et des autres a été subie. Pourtant, ils n'ont pas trouvé mieux que d'instaurer une prime dont le seul but visait la division des agents entre eux.

Qui l'a eu, sur quel critère ?

Impossible d'obtenir de réponse. C'était à la discrétion de nos Directeurs.

Aujourd'hui la question de fond reste posée : compte tenu de l'importance du rôle de notre administration qui s'est à nouveau révélée primordiale durant cette crise, les agents des

Finances Publiques devrait voir leur salaire augmenté.

Ce ne sont pas des primes iniques que nous voulons mais la reconnaissance collective du travail de tous les agents ! ●

Une histoire de masque.

Interdits en mars, inutiles en avril, introuvables en mai, les masques sont obligatoires depuis septembre pour notre santé.

Le doute est de mise ! Surtout que ceux qui nous ont été fournis en septembre par la DDFIP83 ne répondent pas à l'exigence de deux faces bien identifiées !

Le risque est que ces masques dits alternatifs soient portés de manière indifférenciée, ce qui aggraverait la possibilité de contamination.

Ce n'est pas nous qui le disons mais un médecin libéral à qui ces masques ont été présentés ! ●



Les retraités, pas touchés durant le confinement?

FAUX !

Une génération sacrifiée

Selon les statistiques, ce sont entre 11 et 14 000 décès qui ont été dénombrés dans les EHPAD depuis le début de la crise covid.

Pour éviter de surcharger les services de réanimation, les cas les plus graves de cette population ont été maintenus en EHPAD !

La revalorisation des pensions qui était prévue en Mai, est repoussée à jamais.

Il est question de créer une cinquième branche au sein de la Sécurité Sociale pour financer la dépendance.

Cela ouvre la porte au financement individuel et donc à la privatisation des établissements.

KORIAN, un des principaux gestionnaires privés, parle des retraités dans les termes de "PÉTROLE GRIS."

C'est dans leur établissement qu'on dénombre le plus de cas de décès ! ●





Le DDFIP du VAR explique le nouveau monde du travail !

Les agents des Finances Publiques vivent des transformations profondes de leur conditions de travail et de vie.

Le COVID n'a rien à voir à l'affaire !

Le Nouveau Réseau de Proximité est mis en place et d'ici 2022 il ne restera plus aucune trésorerie dans le Var. St TROPEZ aura fermé, les SIE et SIP de Toulon auront explosé...

Mais ce n'est qu'un début. En effet, nous en avons déjà parlé, l'étape suivante est en route. Allez voir sur ULYSSE : le plan Cité débute à TOULON. Allez voir sur Ulysse, notre Directeur est tout fier d'être sur les photos.

Il s'agit d'avoir à TOULON un ensemble de bâtiments regroupant les services de l'état, les Finances Publiques sont incluses dans le projet.

M. ROTHE a donc donné la vision de l'avenir pour les fonctionnaires. L'état doit réduire son parc immobilier et les surfaces occupées. Cela ne veut pas seulement dire regroupement par fusion de service.

M. ROTHE évoque le télétravail, le coworking, les espaces partagés.... « l'agent ne sera plus propriétaire de son bureau. » explique-t-il.

Et il a raison, c'est bien une modification totale de nos conditions de travail et de vie qui se joue. Dans le privé, on parle d'ubérisation du monde du travail.

Nous n'avons plus, depuis le début 2020 de règles d'affectations, les CAP Locales n'existent plus, les représentants du personnel n'ont aucun moyen réel de vérifier l'application de pseudo-règles auxquelles de toute façon, la direction a le droit de déroger.

Nous n'avons plus qu'une vraie garantie pour le moment, c'est de rester affecter au département.

De nombreux agents (une centaine cette année et d'autres dès l'année prochaine) perdent leur poste pour cause de suppression et restructuration des services.

Demain, nous n'aurons donc plus de bureau attitré, il faudra bouger s'installer où cela sera possible et travailler pour n'importe quel service qui aura des besoins urgents. Tous EDR mais sans prime !

La CGT exagère ?

Le Directeur Général Jérôme FOURNEL donne le ton dans son dernier message sur la démétropolisation:

Dans les communes vont ainsi s'installer des services en charge de la fiscalité des particuliers et des professionnels, de la relation à distance avec les contribuables, du contrôle fiscal, de la publicité foncière et de l'enregistrement des formalités, de la gestion de la paye et des retraites des fonctionnaires et enfin de la gestion des comptes de la clientèle bancaire institutionnelle.

Il s'agira de nouvelles organisations de services, qui travailleront à distance pour d'autres services des métropoles et qui n'accueilleront pas de public.

Oui on peut travailler depuis n'importe où pour n'importe quel service. Une seule condition, il ne faut pas accueillir physiquement de public, c'est exactement ce que veut la DGFIP.

Au même moment, les restructurations des services au niveau interministériel se poursuit, services sociaux, gestion RH, gestion budget et logistique, autant de tâches qui vont sortir des Directions pour basculer sous l'autorité du Préfet (création des Secrétariat Généraux Communs).

Alors vous avez 3 visions possibles et 2 solutions :

- 1) je n'y crois pas, j'ai confiance => Dormez tranquille
- 2) Je suis d'accord car j'ai trop d'avantage, et on doit se moderniser => Dormez tranquille
- 3) Je suis inquiet pour notre avenir à la DGFIP et pour l'avenir de la société => participez à la discussion sur les actions collectives à mettre en place pour un autre avenir que celui qu'on nous promet.

Retrait du NRP

Retrait de la loi de modernisation de la Fonction Publique

Les mensonges du gouvernement sur les relocalisations

Le monde d'après ne sera pas celui d'hier... nous allons relocaliser ... et on va voir ce que l'on va voir!

C'est tout vu, un exemple près de chez nous: L'usine Transfix La Garde dans le Var est toute neuve et son installation a été largement financée par les contribuables de TPM. Elle fabrique des transformateurs électriques pour ENEDIS (ex EDF).

Mais ENEDIS vient de décider de se fournir ailleurs et Transfix doit subir un plan de licenciement.

Quels rigolos ces LEMAIRE et MACRON !

L'agent ne sera plus propriétaire de son bureau ...

